



AFRIQUE/SOUDAN DU SUD - Accord de cessez-le-feu entre gouvernement et rebelles

Juba (Agence Fides) – Grâce aux pressions internationales, un accord de cessez-le-feu a pu être signé entre les deux factions rivales du SPLM (Mouvement de libération du peuple soudanais) qui se combattent au Soudan du Sud depuis le 15 décembre.

Le texte a été signé dans la soirée d'hier, 23 janvier, dans la capitale éthiopienne, Addis Abeba, par les représentants du Président Salva Kiir et par ceux de l'ancien Vice-président Riek Machar, son entrée en vigueur étant prévu dans les 24 heures consécutives. L'entente a été atteinte lorsque le gouvernement de Juba a accepté de libérer 11 personnalités liées à Machar arrêtées immédiatement après le début des combats. Le texte de l'accord prévoit en outre que « les parties devront redéployer et/ou retirer progressivement du théâtre des combats les groupes armés et les forces armées alliées invités par les deux adversaires ». Plusieurs sources signalent la participation aux combats de troupes ougandaises aux côtés des forces régulières sud-soudanaises, un fait qui a suscité la préoccupation parmi les autres Etats limitrophes.

Le cessez-le-feu n'est que le premier pas afin de rétablir la paix. De nouvelles négociations sont prévues afin de parvenir à un accord politique entre les deux parties. Là encore, plusieurs sources remarquent qu'il faudra en outre un effort intense de réconciliation des esprits au sein de la population dans la mesure où l'affrontement politique a immédiatement pris une connotation tribale et ethnique qui a vu s'opposer les nuer – l'ethnie dont fait partie Machar – aux dinka – ethnie à laquelle appartient Kiir.

Entre temps, la situation humanitaire au Soudan du Sud demeure grave. Dans la capitale, Juba, le carburant manque alors que des nouvelles de massacres et de violences sexuelles sur les civils proviennent de la zone directement concernée par les combats. (L.M.) (Agence Fides 24/01/2014)